



Lettre n° 186 du 11 avril 2021

Au sommaire :

- **Après un an, la crise sanitaire... en pire sauf pour les profits** - *Laurent Delage*
- **Converger autour d'une orientation et d'un programme anticapitalistes et révolutionnaires pour les mobilisations et la présidentielle, une idée folle ?** - *Démocratie Révolutionnaire*
- **Contre l'offensive réactionnaire au nom des « valeurs de la République », l'universalisme de la lutte de classe pour l'émancipation** - *Bruno Bajou*

Après un an, la crise sanitaire... en pire sauf pour les profits

Nous voici entrés dans le 3^{ème} confinement jusqu'à la mi-mai d'après Macron, qui ne s'est pas risqué à donner le moindre objectif chiffré de seuil de contamination à atteindre. Le bluff et la méthode Coué continuent, au point que 61 % de la population ne croit même pas au calendrier annoncé.

Face à la progression de la Covid, Blanquer a dû faire machine arrière sur la fermeture des écoles. Mais pendant des mois, rien n'a été fait pour dédoubler les classes ou mettre en place un véritable protocole dans les cantines scolaires, avec du personnel supplémentaire et la réquisition de bâtiments inutilisés. Les écoles devaient rester ouvertes pour que les parents continuent d'aller faire tourner la machine à profit !

Aujourd'hui, quand il répète après Macron que la réouverture des classes le 26 avril est une « *date ferme* », il est clair qu'il n'en sait rien. Il n'a même pas mis en place une politique de vaccination des enseignants, contrairement au choix d'une vingtaine de pays de l'OCDE ! Quant au fiasco de l'enseignement à distance, complètement saturé dès le 1^{er} jour, ses déclarations mensongères sur « *l'attaque informatique de l'étranger* » ajoutent le ridicule à ses préjugés crasse.

Une fois de plus, le pouvoir ne sait que pratiquer la police sanitaire... sauf dans les beaux quartiers, comme l'a révélé le scandale des dîners de luxe clandestins.

Réanimations, vaccins ... l'incurie du gouvernement et de Big pharma

« *Il ne faut pas céder à la panique (...) nous avons conservé la maîtrise de la situation à l'hôpital* », a déclaré cyniquement Macron, annonçant une augmentation des lits de réanimation de 7000 à un peu plus de 10 000.

Mais la situation est pire que lors de la 1^{ère} vague, où les personnels des hôpitaux avaient réussi à installer 10 707 lits de soins critiques, dans une situation dégradée par des années de politique d'austérité. Il n'y a plus de médecins, d'infirmières ou d'aides-soignantes pouvant venir d'autres régions, tellement la situation est devenue critique partout, les déprogrammations d'hospitalisation pour d'autres pathologies sont dramatiques. Les suppressions de postes continuent comme avant... Un total mépris des salariés de l'hôpital, où démissions et burn-out se multiplient.

Quant à la vaccination, là encore, la politique du gouvernement se résume aux coups de Com', comme l'inauguration du « *vaccinodrome* » du Stade de France. Mais cela ne suffit pas à masquer les retards de livraison des doses, alors que l'OMS vient de dénoncer le rythme de vaccination en Europe, « *d'une lenteur inacceptable* » !

Tout cela ne fait que révéler l'anarchie capitaliste de la production de vaccins concurrents, comme la soumission du gouvernement aux intérêts privés des trusts pharmaceutiques qui s'approprient les brevets, comme le travail de la collectivité. Rien d'étonnant à ce que parmi les 4 milliardaires français qui viennent de rentrer au Top 20 des plus grandes fortunes de « *Forbes* » figure le PDG de... Moderna !

Pas d'austérité... pour les riches

« *Nous refusons l'austérité* » a déclaré Le Maire cette semaine, en présentant le « *programme de stabilité* » pour les 5 ans qui viennent qu'il va envoyer à Bruxelles. Pas question d'augmenter les impôts des grandes fortunes !

Par contre, il prévoit un train d'économies sans précédent, en annonçant une progression de 0,7 % seulement des dépenses publiques sur la période 2023-2026, soit la

plus brutale politique d'économies en 20 ans. Le gouvernement se prépare à amplifier les coupes claires dans les hôpitaux, les écoles, les services publics... Une véritable fuite en avant.

La même semaine, il met 4 milliards sur la table pour la recapitalisation d'Air France. Pour les actionnaires, l'argent magique coule à flots et la spéculation financière jubile : le CAC40 vient de battre un record depuis 2000, comme le Dax allemand ou le S&P 500 américain qui vient de franchir un record depuis sa création en 1957 !

Leur système est en faillite, prenons les affaires en main

Les directions syndicales engluées dans leur routine du « dialogue social », anesthésiées, n'ont d'autre politique que la passivité face à la faillite en cours. Mais des luttes éclatent malgré la pression politique du confinement. Plus nombreuses qu'il y a un an, mais aussi plus politiques.

Les salariés de la culture continuent leurs occupations et leur lutte contre la réforme de l'Assurance-chômage et pour imposer une « année blanche » pour l'ensemble des intermittents. Ils prennent des initiatives, organisent des AG inter-luttes pour construire la convergence, s'adressent à l'ensemble des travailleurs.

Des conflits éclatent sur les salaires, comme à Carrefour, où des centres commerciaux ont été bloqués le samedi de Pâques, par des salariés dénonçant l'aumône de 0€42 par jour de la direction, alors que le PDG Bompard, touche

1 000 € toutes les 32 minutes ! La grève a aussi éclaté quelques jours plus tard dans les entrepôts logistiques du groupe.

Après les « merci », les « bravo », les bas salaires sont toujours là et la colère monte. Ces salariés en 1^{ère} ligne lors du 1^{er} confinement en ont assez, comme les nombreux salariés de La Poste qui ne verront pas de prime d'intéressement cette année, alors que le groupe a fait 2,5 milliards de bénéfice sur l'ensemble de ses branches.

Les annonces de licenciements se poursuivent à Accor, Akka, SFR, dans l'automobile... Le 8 avril, les salariés de Renault, rejoints par ceux de la fonderie MBF dans le Jura, dénonçaient les 4 600 suppressions de postes prévues devant le siège du groupe.

Une politique pour répondre à cette offensive ne peut se laisser enfermer sur le terrain des promesses de « relocalisations », des « projets industriels » avec les « collectivités locales », défendues par exemple dans la CGT qui lance une campagne sur le thème de la « reconquête de l'industrie » ... Elle pose nécessairement le problème de qui dirige, qui contrôle. Comment contraindre les capitalistes si ce n'est par la réquisition dans l'intérêt collectif ? Il s'agit de donner leur dimension politique aux différentes luttes, en faisant de chacune d'elles un élément d'une lutte globale, pour l'intervention directe des travailleurs, leur contrôle sur la marche de la société.

Laurent Delage

Converger autour d'une orientation et d'un programme anticapitalistes et révolutionnaires pour les mobilisations et la présidentielle, une idée folle ?

Sur fond de pandémie et d'une catastrophe sociale en cours l'échéance électorale de la présidentielle de 2022 obsède le monde politique d'autant que l'hypothèse d'un séisme politique portant l'extrême-droite aux affaires devient une menace bien réelle. Pour le monde du travail, il est indispensable de prendre ses affaires en main, d'intervenir sur le terrain politique, y compris électoral et institutionnel, pour faire entendre sa propre voix en toute indépendance des calculs et manœuvres électoralistes qui agitent les bouts épars de la gauche gouvernementale.

Lutte ouvrière a d'ores et déjà annoncé la candidature de Nathalie Arthaud. Quant à la direction du NPA elle vient de sortir de son silence d'une façon pour le moins surprenante, symptomatique des divisions qui la minent et de l'offensive de la plus forte minorité qui y tient lieu de majorité, aujourd'hui dénommée « Regroupement des 3-4 octobre », pour l'essentiel des camarades de la section française de la IV, pour tenter de s'imposer à défaut d'être capable d'associer. Ainsi le NPA a-t-il publié un communiqué de « Mise au point concernant l'élection présidentielle [1] ». Ce communiqué ne vise pas à rendre public le choix du NPA d'être présent à la présidentielle, la décision

n'a formellement pas été prise, mais de répondre au fait que « Anasse Kazib, membre du NPA et du « CCR-Révolution permanente » a annoncé, sur les réseaux sociaux, sa « pré-candidature » à la présidentielle de 2022. Cette annonce, qui était en réalité programmée depuis plusieurs jours, s'est donc faite hors de tout cadre décisionnel de l'organisation. Cette annonce, relayée par les canaux du « CCR-Révolution permanente », constitue une rupture avec le fonctionnement du NPA et ses modalités de prise de décision concernant nos candidatures à la présidentielle. Ces dernières ont toujours été le fruit de discussions démocratiques en interne, organisées autour des questions d'orientation et de profil politiques, et non de « pré-campagnes » personnalisées — et a fortiori menées à l'extérieur de notre organisation ». A défaut d'une politique et, donc, d'être en mesure de communiquer sur cette politique, la direction du NPA communique pour dénoncer l'initiative des camarades du CCR-Révolution permanente.

Nous sommes bien sûr en désaccord avec la démarche du CCR qui ne respecte aucun cadre collectif de décision, veut forcer la main et surtout n'a d'autre objectif que la

[1] <https://www.anti-k.org/2021/04/06/mise-au-point-concernant-lelection-presidentielle-communique-du-npa/>

défense de ce qu'il croit être ses intérêts de fraction au mépris de ceux du NPA et de l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Et qui, dans le même temps, se présente comme l'axe d'un « *parti révolutionnaire des travailleurs* ». Il y a là beaucoup de bluff et quelque peu de paranoïa politique...

Le fond du problème n'est pas de savoir si ces camarades respectent ou pas des cadres formels de décision dans le parti dont les porte-parole du NPA sont les premiers à s'exonérer. Il est politique et renvoie à quelle politique et quelles perspectives porter pour les révolutionnaires aujourd'hui face à l'offensive d'envergure qu'engage la classe capitaliste contre le monde du travail et toute la population, la question de l'unité des révolutionnaires.

L'attitude des camarades du CCR participe des rapports qui existent au sein du NPA et, plus généralement, au sein du mouvement trotskyste et révolutionnaire où chaque appareil concurrent, plus ou moins petit, défend sa propre politique et ses propres intérêts au mépris des intérêts de l'ensemble du mouvement.

C'est vrai des rapports entre LO et le NPA dont les relations sont pour le moins peu démocratiques, LO repliée sur elle-même et la minorité qui dirige le NPA plus préoccupée de LFI que de Lutte ouvrière. C'est encore plus vrai au sein du NPA où cette minorité, la section française de la IV, impose sa propre politique hors de tout cadre démocratique, en particulier depuis la constitution de la liste « Bordeaux en lutte » avec LFI aux municipales (que le CCR avait contribué à initier avec Philippe Poutou) jusqu'aux régionales avec la LFI en Aquitaine ou en Occitanie où les négociations sembleraient en voie de conclusion. Les leçons de démocratie sont malvenues de la part de cette minorité dont sont membres les porte-parole du NPA qui agissent en permanence hors de toute transparence et démocratie.

Et comment ne pas voir que les tensions entre la plus forte minorité du NPA et le CCR-Révolution permanente s'inscrivent dans de vieilles rivalités entre la IV et le courant international auquel appartiennent les CCR, l'atavisme d'un mouvement trotskyste dont la balkanisation exprime l'impasse dans laquelle il se trouve malgré une réelle et dynamique existence.

Le CCR n'a fait que rendre la monnaie de sa pièce à la plus forte minorité. Cela, à nos yeux, ne justifie pas son attitude mais il serait quelque peu hypocrite de jouer les procureurs en construisant nous-mêmes notre propre piège à travers les accusations réciproques, dont la logique est d'accélérer l'implosion-explosion dans laquelle la direction du NPA est engagée.

Rompre le piège des rivalités fractionnelles

Pour revenir à la présidentielle, nous pensons que, dans la situation que nous pouvons anticiper du printemps 2022, être en capacité de présenter une candidature d'unité des révolutionnaires serait de la plus haute importance et utilité.

Malheureusement, cela n'est, à ce stade, pas possible. La direction de Lutte Ouvrière a déjà tranché la question,

si toutefois même elle se l'est posée. Elle a décidé lors de son dernier congrès de présenter la candidature de Nathalie Arthaud « *afin d'assurer la présence du courant communiste révolutionnaire et d'y faire entendre le camp des travailleurs* ». Quant à la minorité qui dirige le NPA, elle privilégie ses relations avec la gauche de la gauche confondant LO et LFI ! Cela la paralyse et fragilise l'ensemble du NPA.

Dans ces conditions, il serait utile et nécessaire de présenter une candidature du NPA qui affirmerait en même temps qu'une politique de classe indépendante, la nécessaire unité des anticapitalistes et révolutionnaires, qui puisse porter un programme pour les luttes et mobilisations pour les travailleurs, les jeunes, les femmes et pour changer le monde dès maintenant, en finir avec la domination capitaliste.

Sortir de cette logique, si cela est encore possible, c'est mettre la politique au poste de commande et imposer la discussion démocratique au sein du NPA pour faire face aux échéances, nous donner les moyens de porter et de faire entendre la colère ouvrière et populaire au quotidien, dans les mobilisations, comme dans les élections, l'armer d'une politique.

Cela ne pourra pas se faire sans qu'ait lieu dans l'organisation une discussion politique sur ce que devrait être cette campagne, le programme autour duquel il nous faut d'abord nous rassembler nous.

Malheureusement, la priorité de ce travail politique que nous avons défendue et qui avait été adoptée à une quasi-unanimité, au CPN de juillet, a dans les faits été écartée par l'ensemble des fractions. Chacune d'entre elles préfère préserver sa spécificité ou supposée telle.

Et maintenant, les camarades du *Regroupement* somment l'ensemble des camarades de « *faire parti* » pour assurer la possibilité d'une candidature à la présidentielle en laissant ouverte la possibilité de... la retirer pour une candidature de la gauche radicale si cela s'avérait possible. C'est bien ce qu'écrit Antoine, un camarade du *Regroupement* : « *Dans une situation de dislocation du mouvement ouvrier, de montée de l'extrême droite, nous devons faire attention à ne pas nous marginaliser. Il faut donc une candidature très ouverte, prête à discuter avec les autres courants de la gauche radicale, de LO à la FI en passant par les collectifs de lutte existants, donc prête éventuellement à se retirer en cas d'accord politique* ». Une telle démarche revient à faire du projet de candidature un faux-semblant pour poursuivre la politique unitaire avec la gauche de la gauche.

Cette politique nous désarmerait d'autant plus que nous allons être confrontés à une pression extrêmement forte d'un « front républicain de gauche » alors que s'est effondré le front républicain tout court au profit des compétitions au sein du bloc réactionnaire.

On voit bien l'importance et l'urgence d'ouvrir un véritable débat démocratique sur le programme et le profil d'une candidature à la présidentielle et la nécessité et les possibilités d'une « transformation révolutionnaire de la société ».

Une politique unitaire vis-à-vis de la gauche ou pour le rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires, il faut choisir

Pour justifier ce qu'ils appellent eux-mêmes « *un pas à droite* », pour dire que ce n'est pas un tournant, les camarades du *Regroupement* invoquent les rapports de forces « dégradés », il n'y aurait pas d'autre choix pour exister. Il y a là une façon d'abdiquer à mettre en œuvre une politique de construction et intervention d'un parti révolutionnaire. Rien d'autre ne serait possible que le suivisme unitaire en premier lieu vis-à-vis de la gauche de la gauche.

A l'opposé de cette attitude, nous avons besoin de discuter des possibilités qu'offre la situation et la politique pour y faire face, pour répondre aux besoins du mouvement ouvrier. Le mécontentement est profond, une nouvelle génération militante est en train de naître en particulier dans le monde du travail, dans la jeunesse, les quartiers, dans des milieux intellectuels. Jamais la méfiance vis-à-vis des partis institutionnels dont la gauche n'a été aussi forte. Nous avons besoin de discuter des moyens d'aider cette génération à faire ses armes, à s'organiser, à se former. Cela suppose une totale indépendance de la gauche de la gauche.

Nous pensons que la refondation du NPA autour d'un programme qui puisse nous rassembler est à l'ordre du jour, que ce devrait être l'enjeu du congrès à venir. Mais le minimum, sans attendre, serait que nous discutions et nous élaborions une orientation et un programme pour la présidentielle, que nous puissions porter ensemble, comme nous l'avons fait lors des campagnes précédentes, en faisant appel au fond du texte qui jusqu'alors a défini

le NPA, malgré ses faiblesses et limites, *les principes fondateurs*. Il nous faut porter un programme de défense du monde du travail, la nécessité d'en finir avec l'exploitation et la propriété privée capitaliste et le nécessaire contrôle des salariés et de la population sur la marche de l'économie et de la société.

Imposer une démarche et une discussion démocratiques

Il y a urgence à engager cette discussion, qui s'inscrit dans la discussion programmatique, stratégique, que nous avons toutes et tous décidée. Cette discussion devrait concerner l'ensemble du mouvement révolutionnaire. La direction du NPA devrait proposer d'y associer LO, ses porte-parole se faire les porte-parole d'une politique anticapitaliste et révolutionnaire plutôt que de se mettre à la remorque voire au service de LFI et de la gauche dite radicale.

Une telle démarche semble bien improbable. Ce n'est pas une raison pour ne pas militer pour elle, la défendre.

L'enjeu est de taille. Non seulement il s'agit de la survie du NPA mais, plus largement, de la capacité du mouvement révolutionnaire à devenir un acteur déterminant de la situation sociale et politique au moment où les classes dominantes elles-mêmes craignent une explosion sociale. Si cette démarche échouait, si le NPA était incapable de surmonter les rivalités de fractions et les confusions politiques, nous appellerions, sans aucune hésitation, à voter pour Nathalie Arthaud, comme nous voterons pour les candidat.e.s de Lutte ouvrière aux élections régionales.

Démocratie Révolutionnaire

Contre l'offensive réactionnaire au nom des « valeurs de la République », l'universalisme de la lutte de classe pour l'émancipation

L'organisation de réunions entre étudiants victimes de racisme, dans un cadre de non-mixité choisi, a valu au syndicat étudiant l'UNEF une attaque hystérique de l'extrême droite à la droite extrême... Le Pen réclamant des poursuites judiciaires pour « *provocation à la discrimination raciale* » en dénonçant l'« *escalade raciste de la part d'une partie de l'extrême gauche qui s'affranchit de toutes les règles légales morales et républicaines* ». De son côté Éric Ciotti, député LR, a dénoncé : « *la gauche raciste toujours plus sectaire !* ».

Dans ce climat de surenchère dans l'imposture républicaine, le 1 avril, les sénateurs ont adopté à l'unanimité un « *amendement UNEF* » à la loi contre les « *séparatismes* » rebaptisée pudiquement « *projet de loi confortant le respect des principes de la République* » qui prévoit la dissolution d'organisations qui interdiraient une réunion à une personne au nom de sa couleur... l'UNEF étant clairement déclarée coupable par un Sénat devenu tribunal de la

réaction. Des militants du combat anti-raciste accusés de racisme antiblanc au nom des principes de la République ! La confusion et les pressions, les dérives réactionnaires sont telles que plusieurs sénateurs de gauche, du PS et du PC, à l'échine souple, ont voté l'amendement, d'autres s'abstenant !

Cette nouvelle agression pourrait être seulement ridicule sauf que cet amendement devient un instrument juridique qui sera utilisé par le pouvoir quand il jugera en avoir besoin. Cela s'inscrit dans une campagne réactionnaire qui prétend réaffirmer les « *principes de la République* » contre les « *séparatismes* », le « *communautarisme* », contre l'influence des « *islamo-gauchistes* » dans les universités, mais aussi contre les études « *décoloniales* », les conceptions « *intersectionnelles* » ... C'est en réalité une offensive pour délégitimer et faire taire toute contestation, toute remise en cause de l'ordre établi y compris de son sinistre passé colonial, en soutien aux attaques des

classes dominantes contre le monde du travail et dans un climat de surenchère politicienne avec l'extrême droite.

La « République » et ses valeurs universelles, l'imposture d'une classe minoritaire qui veut s'imposer à toute la société

De l'extrême droite jusqu'à la gauche, au PS, au PCF comme à la France Insoumise, tous les partis institutionnels qui prétendent à venir aux affaires pour servir l'ordre bourgeois se revendiquent de la République. Une République qui, prétendent-ils, serait le garant de principes universels comme la laïcité ou les droits de l'Homme.

Comme si la République française et ses institutions n'étaient pas le produit de toute une histoire, traversée par les contradictions de la lutte des classes depuis la Révolution française. C'est à travers cette histoire que la bourgeoisie, en tant que classe dominante, a construit un instrument de domination de classe, son État, tout en l'enrobant des oripeaux de la démocratie et de suffisamment de grands principes républicains abstraits pour essayer de créer l'illusion qu'il est au service de tous.

La République n'est pas une institution au-dessus de la réalité des clivages de classes. Elle est née de leurs conflits, comme instrument de domination de la bourgeoisie. Elle s'est construite en rupture avec les aspirations émancipatrices nées de la Révolution française de 1789 et de la « République sociale » qui a été revendiquée par le monde du travail dans les décennies qui ont suivi.

Elle s'est construite sur la répression du mouvement ouvrier, sur l'écrasement de l'insurrection ouvrière de juin 1848, sur l'écrasement de la Commune de Paris de 1871. A travers la Commune, les ouvriers parisiens ont fait l'expérience concrète que cette République sociale à laquelle ils aspirent, dans laquelle les droits démocratiques s'accompagnent de l'égalité sociale, ne peut reposer que sur une démocratie directe, sans police ni armée permanente, sans cet appareil d'État qui échappe au contrôle de la population et défend la propriété capitaliste. C'est cette aspiration à une véritable démocratie politique et économique qui a été écrasée consciemment, délibérément par les républicains bourgeois pour consolider leur République, celle qui sanctifie la propriété privée, la Nation, l'armée, l'État, le drapeau tricolore.

C'est cette République-là qui s'est lancée dans la conquête coloniale au nom de la « mission civilisatrice de la République française » et qui a asservi des millions de femmes et d'hommes dans son immense Empire colonial en leur niant tout droit démocratique avec le statut infâme de l'indigénat et en les soumettant au travail forcé. Cela a bien évidemment contribué à renforcer dans toute la société française un racisme institutionnalisé, appris dans toutes les écoles de la République et qui par bien des aspects continue à gangrener la société française. D'autant que cette République a fait payer du prix du sang les indépendances nationales aux peuples colonisés quand ils se sont révoltés, tout en continuant à travers les réseaux de la

France-Afrique à maintenir les anciens rapports de pillage impérialiste, en faisant et défaisant les régimes dictatoriaux africains, en portant la responsabilité d'affreux massacres comme au Rwanda.

C'est cette République qui a réprimé le mouvement ouvrier, faisant donner la troupe pour défendre les intérêts du patronat, et empêcher ou du moins ralentir les progrès sociaux et démocratiques. Ce n'est qu'à travers les luttes sociales que le monde du travail a pu imposer contre elle les droits les plus élémentaires, interdire le travail des enfants, réduire la durée du temps de travail, améliorer les salaires et les conditions de travail... et imposer le droit de vote pour les femmes.

Comment ne pas voir le cynisme de ces politiciens de tout bord qui se drapent dans les « principes de la République » en « oubliant » de rappeler cette histoire concrète, le contenu de classe de cette République, de ses principes et de ses institutions.

Si toute une partie de la gauche institutionnelle ne jure plus que par la République, c'est surtout parce qu'elle a depuis longtemps tourné le dos à la lutte des classes, renoncé à mener en toute indépendance des institutions, le combat des opprimé·e·s pour la transformation de la société. Parce qu'elle s'est intégrée à l'ordre établi et n'aspire qu'à y prendre toute sa place, elle en idéalise les institutions, et donc la République et ses prétendus principes fondateurs. Elle ne se place, au mieux, que du point de vue de la défense de « valeurs morales » comme l'antiracisme, le féminisme ou l'écologie vidées de tout contenu social, sans lien avec cette histoire de la République bourgeoise et des luttes sociales.

Un confusionnisme qui s'inscrit dans les bouleversements de la nouvelle période

Cette référence à la République et ses valeurs, universellement partagées par la droite et la gauche, n'a fait que renforcer la confusion sur le plan des idées et notamment sur les enjeux des luttes sociales et sur la question de l'émancipation. Cette confusion s'inscrit dans une crise plus profonde provoquée par les bouleversements sociaux, politiques, économiques entraînés par la mondialisation capitaliste depuis plusieurs décennies, en particulier depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS.

La fin du stalinisme, comme l'intégration des partis de la social-démocratie au libéralisme ont été une étape déterminante, l'aboutissement d'une longue période de reniement et de trahison des idées socialistes et communistes... et, plus fondamentalement, de la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, de l'idée que le combat pour l'émancipation des opprimé·e·s est universel. Elle marquait aussi, dans le même temps, l'effondrement de ce qui continuait de représenter une forme de résistance à l'offensive libérale et impérialiste engagée depuis les années 70 par les capitalistes, une résistance vidée de toute force par son passé de capitulation et de collaboration de classe, épuisée jusqu'à s'effondrer.

Les vieux clivages politiques droite/gauche, clivages parlementaires pour beaucoup artificiels, sont vidés de tout contenu. Le capitalisme est devenu pour les partis se revendiquant de la gauche un horizon tout aussi indépassable que pour ceux de droite. Ayant renoncé à la perspective d'une autre société, au socialisme, au communisme, ils ne prétendent qu'aménager le capitalisme pour le rendre plus « *humain* », au nom de valeurs « *de gauche* », du mensonge d'une république abstraite idéalisée qui, hors de toute critique sociale, ne peut reposer que sur une morale bien-pensante.

« *Morale de gauche* » d'autant plus insupportable que les partis de droite et de gauche se sont succédé au gouvernement pour mener les mêmes politiques qui ont accompagné la mondialisation, permis l'explosion d'un capitalisme financier prédateur qui a accentué toutes les inégalités sociales et ravagé l'environnement. Ils ont justifié, avec les mêmes discours sur le libéralisme, la compétitivité des entreprises, les lois du marché, les mêmes politiques d'austérité, d'attaques contre les services publics, de remise en cause du droit du travail, de cadeaux au patronat ainsi que les politiques sécuritaires.

Et la gauche dite radicale, qui aspire tout autant à être aux affaires dans le cadre des institutions, participe de cette confusion. Sa dénonciation des politiques néo-libérales ne se situe pas sur le terrain d'une politique de classe indépendante, mais sur le même terrain prétendument républicain que tous les autres politiciens. Aussi, face au rejet des ravages de la mondialisation capitaliste, elle n'échappe pas au glissement dangereux vers des conceptions souverainistes. Le député de la FI, François Ruffin, déclarait en décembre 2020 sur France Inter « *Moi, je suis favorable au retour des frontières sur capitaux, marchandises et personnes [...] il faut poser des limites aussi à la circulation tous azimuts des personnes, oui. [...] En tout cas, je pense que les frontières ne sont pas quelque chose de négatif, les frontières permettent de se construire aussi* ».

Pour la France Insoumise, comme pour nombre d'économistes proches, la classe ouvrière a laissé la place au « *peuple* » voire à la « *nation* ». Face à la mondialisation, contre l'Europe libérale il n'est plus question de la lutte internationale des exploité·e·s, ni même d'altermondialisme mais d'un « *souverainisme de gauche* » qui alimente un « *populisme de gauche* » opposant le peuple aux élites dont la définition pour le moins ambiguë ouvre la voie à bien des théories complotistes.

Ce confusionnisme de la gauche institutionnelle fait le jeu de la droite extrême et de l'extrême-droite dans une surenchère souverainiste et de patriotisme « *républicain* » mais aussi renforce la montée de toutes les idées les plus réactionnaires. L'abandon de toute référence de classe, transforme chaque idée, chaque principe en une valeur abstraite, morale, relative qui peut être pervertie et instrumentalisée au service d'un but contraire à son sens réel, historique, social. L'extrême-droite peut ainsi afficher son racisme anti arabe en partant en guerre contre

le prétendu racisme antiblanc et en ayant le cynisme de se revendiquer de la laïcité ou du féminisme contre la religion musulmane... et trouver des échos ambigus jusque dans les défenseurs de gauche des « *valeurs de la République* ».

Les confusions ambiantes, la dilution de toute idée dans le relativisme libéral qui vide de tout contenu social des valeurs morales abstraites, servent à la perversion de tous les principes progressistes et démocratiques, minés par l'individualisme ou les raisonnements identitaires.

Des remises en cause du marxisme qui nourrissent un confusionnisme jusque dans les rangs de l'émancipation

Le désarroi général face aux bouleversements du monde se nourrit de tous les courants d'idées regroupés sous le terme fourre-tout de « *post-modernisme* » qui depuis des décennies ont théorisé la remise en cause du marxisme, de la lutte des classes, de la pertinence même de chercher à penser et comprendre le monde pour agir collectivement dessus et le transformer. Le rejet de la caricature stalinienne du marxisme a conduit certains intellectuels comme Michel Foucault et d'autres à remettre en cause la lutte des classes comme moteur de la transformation des sociétés humaines, pour s'intéresser aux différentes formes d'oppression que chaque individu peut subir et ressentir. Ils accordaient plus d'importance à la perception de ces oppressions, à leurs représentations symboliques qu'aux luttes collectives réelles et concrètes pour s'en émanciper. D'où non seulement le rejet de la conception matérialiste, scientifique de l'histoire, mais également de toute tentative d'analyse objective des faits sociaux au profit du ressenti de chaque individu. Les conceptions post-modernes théorisent ainsi un relativisme qui conduit à ne voir dans la science qu'une opinion comme une autre, ni plus ni moins valable que n'importe quelle autre croyance... voire que la religion.

Même si cette approche se veut progressiste et a permis d'analyser les diverses oppressions qui traversent la société et contribué à « *déconstruire* » les stéréotypes et les préjugés sexistes ou racistes qui tendaient à les rendre invisibles, elle ne s'inscrit pas dans la perspective d'une lutte pour en finir avec toutes les formes d'oppressions, et n'offre guère d'autres perspectives que de ramener chaque oppression à sa « *spécificité* » et, finalement, chaque opprimé·e à l'affirmation individuelle de sa supposée identité.

C'est une rupture ouverte avec l'idée même d'une émancipation universelle de l'humanité, d'une communauté d'intérêts de tous les exploité·e·s, les opprimé·e·s, les dominé·e·s. Un recul dangereux qui conduit à la remise en cause de la notion même de progrès, de rationalité, d'universalisme, ouvrant la voie à un retour inquiétant de bien des conceptions réactionnaires individualistes, identitaires, morales.

Le mouvement ouvrier socialiste, communiste s'inscrit dans la continuité révolutionnaire de la philosophie des Lumières

Il n'est pas étonnant que ce recul idéologique récuse la dimension révolutionnaire des philosophes des Lumières du XVIII^e siècle ou du mouvement qu'ils représentaient dans leur diversité et qui a préparé le terrain intellectuel de la Révolution française. Le mouvement socialiste, communiste est apparu dans la continuité du combat des philosophes des Lumières contre l'obscurantisme religieux et les préjugés qui servaient de justification aux privilèges de l'aristocratie et au pouvoir de la monarchie absolue. Ils ont, pour certains d'entre eux, jeté les premières bases d'un matérialisme moderne.

Les idées socialistes sont nées de la critique des contradictions de la société issues de la Révolution française du point de vue des aspirations à l'émancipation qu'elle avait fait naître. Le règne de la Raison annoncé par les Lumières a laissé la place à la société capitaliste où l'égalité devant la loi n'a en rien abouti à une égalité réelle. Et ces aspirations à une réelle émancipation reposant sur la démocratie et l'égalité sociale, sur la république sociale ont trouvé leur expression dans les premières idées socialistes, communistes, en même temps que se développait une lutte des classes acharnée entre la bourgeoisie et la classe ouvrière naissante.

Marx et Engels ont donné à cette aspiration naissante une base scientifique en l'inscrivant dans une compréhension matérialiste du développement des sociétés humaines, du capitalisme et en la comprenant comme l'expression de la nécessité et de la possibilité contenues dans les contradictions du capitalisme, d'une nouvelle société socialiste, communiste. Une société nouvelle, débarrassée de la propriété capitaliste et des rapports d'exploitation, et permettant d'en finir avec toutes les formes d'oppression.

C'est en cela que la lutte des classes, la lutte du monde du travail, des femmes et de la jeunesse contre l'exploitation capitaliste est porteuse de la perspective d'une émancipation de toute l'humanité, c'est le cadre pour un dépassement de l'universalisme des Lumières vers un universalisme de la lutte de tous les exploité-e-s et les opprimé-e-s pour l'émancipation.

Se réapproprier la lutte pour l'émancipation... pour dépasser l'impasse de l'affirmation identitaire

La difficulté à inscrire les luttes contre les oppressions comme le combat d'idées contre les tenants de l'ordre établi dans une perspective d'émancipation globale fait que les luttes anti-racistes, décoloniales, le mouvement féministe restent en partie prisonniers de l'affirmation de leur « *spécificité* », dans une logique « *d'affirmation identitaire* ».

Les études « *décoloniales* » ont à juste titre développé la critique des ravages du colonialisme et de l'esclavage

en montrant que cette histoire continue de profondément marquer et influencer l'ensemble de la société et explique la persistance d'un racisme structurel. Cette réalité justifie pleinement de dénoncer toute l'hypocrisie des « *valeurs universelles* » dont se prévalent les défenseurs de la République qui continuent à demi-mot de parler « *de l'œuvre civilisatrice du colonialisme* ». Mais faute d'inscrire ce combat dans la critique radicale du capitalisme d'un point de vue de classe, du point de vue de l'ensemble des exploité-e-s, certains courants se revendiquant de ces études en restent à l'affirmation d'un clivage racial « *Blancs/Racisés* ». En rupture avec l'espoir d'émancipation universel porté par la révolte des peuples colonisés, cela ne peut que diviser les opprimé-e-s au lieu de construire l'indispensable solidarité du monde du travail et des opprimé-e-s contre tous ceux qui cherchent à nous diviser, nous mettre en concurrence.

Le concept d'« *intersectionnalité* », même s'il est utilisé avec différents sens, vise à rendre compte de la diversité des oppressions et de comment elles peuvent se combiner. Cette notion est née du combat d'une juriste afro-américaine, Kimberlé Crenshaw, dans les années 90 pour dénoncer le refus de la justice américaine de reconnaître les discriminations dont étaient victimes des femmes ouvrières noires dans les usines de General Motors, sous prétexte qu'il y existait bien un programme de discrimination positive pour les noirs mais réservé aux hommes et pour les femmes ne s'appliquant qu'aux ouvrières blanches. Ces ouvrières étaient à « *l'intersection* » de deux oppressions qui en se combinant aggravaient leur discrimination... Mais la limite de cette notion est de vouloir faire de leur situation une « *spécificité* », une identité particulière, en oubliant le fond du problème : le rapport d'exploitation salariale capitaliste. Les responsables de cette double oppression ne sont ni les « *hommes* » ni les « *blancs* » mais bien les dirigeants de la multinationale américaine qui n'ont jamais cessé de jouer de toutes les discriminations pour diviser le monde du travail et accentuer son exploitation. Toute lutte même partielle contre une oppression est positive quelles que soient les motivations de ses actrices ou acteurs, mais une remise en cause radicale de l'exploitation et de l'oppression exige d'opposer aux classes dominantes la solidarité de l'ensemble des exploité-e-s et des opprimé-e-s, quels que soient leur genre ou leur couleur de peau, et c'est en réalité aussi indispensable pour combattre ces différentes oppressions...

Faire de chaque oppression qu'engendre cette société d'exploitation une question spécifique, indépendante des autres, morcelle le combat pour l'émancipation et enferme les opprimé-e-s dans le piège de l'affirmation identitaire qui ne peut conduire qu'à une impasse. La lutte contre les oppressions ne se divise pas, ne se hiérarchise pas et aucun combat ne justifie de relativiser une autre forme d'oppression. La lutte indispensable contre le racisme qui prend aujourd'hui le masque sinistre de la lutte contre l'islamisme ne justifie pas pour autant de relativiser la lutte contre l'oppression des femmes en minimisant la signification historique du voile religieux, produit de

sociétés d'exploitation où règne une oppression patriarcale justifiée par des traditions religieuses. Comme bien évidemment la lutte pour l'émancipation des femmes ne justifie pas, au nom du rejet du voile, la moindre concession à la démagogie antimusulmane qui vise en priorité les populations d'origine immigrée des quartiers populaires. De même le racisme anti-arabe qui prend la forme de l'islamophobie est une menace tout aussi mortelle que le renouveau de l'antisémitisme, d'autant plus quand il cherche à se dissimuler derrière la dénonciation de la politique de l'État d'Israël.

Les diverses oppressions, sexisme, homophobie, racisme, xénophobie, ne peuvent être comprises et combattues du seul point de vue du ressenti individuel des opprimé·e·s qui les subissent mais dans le cadre plus large de la critique d'une réalité sociale qui dépasse les individus et la conscience qu'ils en ont, et l'inscrit dans le cadre et la perspective d'une lutte collective.

Or c'est toute l'ambiguïté d'une partie de l'extrême gauche qui, faute de penser les nouvelles données de la période ouverte par la mondialisation capitaliste, faute de porter un renouveau du projet révolutionnaire, s'aligne sur la multiplicité des expressions que la révolte sociale et démocratique peut prendre.

Contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression un projet universel d'émancipation respectueux des différences

Comme Marx l'avait écrit dans les statuts de la première Internationale « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». La lutte des exploité·e·s et des opprimé·e·s passe par leur auto-organisation en toute indépendance des cadres institutionnels ce qui, bien sûr, peut signifier l'organisation de cadre « *non-mixtes* » si

les premier·e·s concerné·e·s en ressentent le besoin à un moment de la lutte. Mais cette auto-organisation s'inscrit dans la perspective d'une émancipation générale et non comme l'affirmation de chaque groupe opprimé conçue comme une fin en soi. C'est un outil pour construire une perspective commune d'émancipation qui ne peut passer que par « *la critique radicale* » de cet ordre social qui repose sur l'exploitation et l'oppression.

La mondialisation capitaliste façonne toute la vie sociale en entraînant une marchandisation de toutes les activités humaines, des êtres humains comme de l'environnement, la mise en concurrence généralisée de tout·e·s les opprimé·e·s, jouant de toutes les différences pour accentuer les discriminations, les oppressions. C'est cette réalité qu'il s'agit d'intégrer, en dépassant les clivages comme le suivisme, pour qu'à travers la multiplicité des luttes et des combats contre toute les formes que peut prendre cette oppression émerge la conscience de la nécessité d'en finir avec cet ordre social, avec la propriété capitaliste.

Aux prétendues valeurs universelles de la République qui ne servent qu'à masquer la domination de classe de la bourgeoisie, nous opposons la solidarité, la démocratie, la lutte collective des exploité·e·s et des opprimé·e·s, dans leur diversité, pour leur émancipation.

Notre boussole reste le clivage de classe, l'opposition irrécyclable entre les prolétaires et les bourgeois, entre les classes exploitées et la classe capitaliste. Si les révoltes contre ce système en faillite sont multiples, loin de faire de chacune une question spécifique, c'est notre boussole de classe, historique, qui nous permet de formuler une politique pour que l'ensemble de ces combats trouve sa cohérence dans une même perspective de transformation révolutionnaire de la société.

Bruno Bajou